



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 15 mai 1967,
à 15 h 45

NEW YORK

S O M M A I R E

Page

Point 14 de l'ordre du jour:

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice
des droits syndicaux. 11

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Afrique du Sud, Argentine, Chine, Finlande, Indonésie, Japon, Norvège, Sénégal.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (E/4305)

1. M. SCHREIBER (Secrétariat) rappelle que le Conseil économique et social, qui s'intéresse depuis longtemps aux problèmes examinés, a adopté le 17 février 1950 la résolution 277 (X) sur la liberté d'association. Cette résolution prévoit qu'en cas de plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux, l'Organisation des Nations Unies accepte l'aide du Bureau international du Travail et notamment celle de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale établie par cet organisme à effet d'examiner ces plaintes. Lorsqu'il s'agit d'un Etat non membre de l'Organisation internationale du Travail, son consentement doit être obtenu au préalable. S'il refuse de l'accorder, le Conseil économique et social examine la situation créée par ce refus afin de prendre toute autre mesure appropriée de nature à protéger les droits relatifs à la liberté d'association mis en cause dans l'affaire.

2. La plainte que la Fédération syndicale mondiale a présentée contre le Gouvernement de la République sud-africaine au BIT, et qui lui est parvenue trois jours après que l'Afrique du Sud eut cessé d'être membre de l'OIT, a été transmise au Comité de la liberté syndicale; celui-ci a rédigé un rapport (E/4305, annexe I) qui contient un rappel des conclusions auxquelles l'OIT est arrivée dans des cas similaires à

celui qu'a soumis la Fédération syndicale mondiale. L'objet de la plainte est exposé au paragraphe 13 dudit rapport.

3. L'Afrique du Sud ayant refusé son consentement au renvoi de la plainte devant la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale de l'OIT, le Conseil économique et social est saisi de la question conformément aux dispositions de la résolution 277 (X).

4. Le PRESIDENT, rappelant que la question examinée est particulièrement importante et qu'elle est liée à celle de l'apartheid, demande qu'on en aborde la discussion dès à présent, afin d'appuyer les délégations qui ont présenté un projet de résolution.

5. M. SHAHEED (Organisation internationale du Travail), avant de faire une brève déclaration au sujet du document E/4305, tient à féliciter au nom du Directeur général du BIT, tant le Secrétaire général pour sa note d'introduction claire et bien documentée, que M. Schreiber pour la manière dont il a présenté la question.

6. Il ne croit pas devoir s'étendre sur une procédure bien établie puisqu'elle remonte à 1950, et se contentera d'appeler l'attention du Conseil sur les principes énoncés par le Conseil d'administration de l'OIT à sa cent soixante-cinquième session, tenue en mai 1966, touchant le droit de grève. A son avis, il est hautement souhaitable que ces principes, qui figurent à l'alinéa b du paragraphe 13 de l'annexe I, soient approuvés par le Conseil. Il prie également le Conseil économique et social de tenir l'OIT au courant de toute mesure qu'il pourrait prendre.

7. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la question dont le Conseil est saisi et qui relève directement de sa compétence est particulièrement importante, comme l'a souligné le représentant de l'OIT. Les accusations contenues dans le document E/4305 sont parfaitement justifiées et se passent de commentaires. Les faits exposés ne sont qu'un exemple de la politique du Gouvernement sud-africain à l'égard des travailleurs et constituent non seulement une atteinte aux droits syndicaux mais un acte de discrimination raciale.

8. M. Lobanov estime donc que le Conseil devrait prendre des mesures concrètes et c'est pourquoi il lui présente un projet de résolution^{1/} dont les traits principaux sont les suivants: premièrement, le Conseil doit appuyer la plainte de la Fédération syndicale mondiale; deuxièmement, l'atteinte à l'exercice des droits syndicaux constitue non seulement une violation des droits et libertés d'association, mais également une manifestation de la politique d'apartheid; troisièmement, le Conseil doit porter les faits exposés à la connaissance du Comité spécial chargé d'étudier

^{1/} Distribué ultérieurement sous la cote E/L.1156.

la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine.

9. M. Lobanov estime que si une telle résolution était adoptée, le Conseil économique et social s'acquitterait de son devoir non seulement aux termes de la Charte des Nations Unies mais surtout vis-à-vis des travailleurs d'Afrique du Sud qui se reposent entièrement sur l'Organisation des Nations Unies pour faire respecter leurs droits.

10. M. ATTIGA (Livye) souligne que la plainte communiquée par le BIT est importante non seulement quant au fond mais du fait qu'elle met pour la première fois à l'épreuve le mécanisme prévu dans la résolution 277 (X) du Conseil. Par ailleurs, les faits allégués relèvent non seulement de la violation des droits syndicaux mais aussi de la discrimination raciale et du mépris des droits de la défense, puisque certains des intéressés ont été mis au secret sans avoir été inculpés ni traduits en justice. Le Conseil doit donc examiner ces différents aspects de la question, ainsi que le refus du Gouvernement sud-africain de consentir à ce que la plainte soit renvoyée à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale de l'OIT.

11. Le Conseil se trouvant appelé pour la première fois à appliquer les dispositions de sa résolution 277 (X), il doit soigneusement peser sa décision car celle-ci créera un précédent. C'est l'efficacité du mécanisme des Nations Unies qui est en jeu et il ne faut pas que la décision du Conseil donne l'impression qu'un Etat peut se libérer de ses obligations dans le domaine des droits syndicaux en quittant purement et simplement l'OIT. Dans ces conditions, M. Attiga estime que le Conseil ne doit se prononcer qu'après avoir soigneusement examiné les faits au cours de consultations officieuses entre ses membres.

12. M. TILINCA (Roumanie) souligne que le Gouvernement sud-africain viole systématiquement les droits des travailleurs, comme en témoigne la loi de 1953 sur la main-d'œuvre "indigène", qui interdit aux travailleurs africains de faire grève. La lettre adressée le 30 janvier 1967 au Secrétaire général par le représentant permanent par intérim de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir E/4305, par. 3) montre que le gouvernement de ce pays entend poursuivre cette politique de discrimination en dépit de l'opinion publique mondiale. Il faut donc prendre des mesures pour assurer la mise en liberté des travailleurs condamnés à quatre ans et demi de prison dans le premier cas et pour mettre fin à la détention préventive et à l'assignation à résidence des travailleurs cités dans le second cas.

13. La délégation roumaine entend défendre résolument les droits fondamentaux des travailleurs africains et le droit de leurs syndicats de défendre leurs intérêts professionnels en l'absence de toute discrimination. Dans le même esprit, elle condamne la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain et estime que des mesures doivent être prises pour garantir les droits syndicaux contre la répression brutale de ce gouvernement. Dans ces conditions, la délégation roumaine appuiera le projet de résolution que vient de proposer le représentant de l'URSS.

14. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) tient à féliciter le Secrétaire général d'avoir porté à l'attention du Conseil, conformément à sa résolution 277 (X), les conclusions du Comité de la liberté syndicale de l'OIT au sujet de la violation flagrante par l'Afrique du Sud de la liberté d'association, liberté qui est reconnue dans tous les pays civilisés. Cette violation n'a rien de surprenant, venant d'un gouvernement qui se fonde sur la prémisse indéfendable qu'une race donnée est supérieure à toutes les autres. Cette philosophie est analogue à celle des régimes fasciste et nazi que le Gouvernement sud-africain a d'ailleurs ouvertement appuyés pendant la seconde guerre mondiale, lors même qu'il était membre du Commonwealth britannique.

15. Si ce gouvernement se sent assez fort pour braver les principes des Nations Unies, c'est qu'il bénéficie de l'aide morale et matérielle de pays soi-disant civilisés, dont les gouvernements prétendent être fondés sur des principes chrétiens mais assistent sans mot dire à la dislocation du peuple de l'Afrique du Sud, qui se voit dépossédé de son propre pays. Ces gouvernements sont prêts à dénoncer verbalement celui de l'Afrique du Sud, mais demeurent passifs lorsqu'il s'agit de prendre des mesures concrètes, et c'est ce qui explique d'ailleurs que la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale se trouve paralysée. Contrairement à ce que certains prétendent, ce ne sont pas les gouvernements africains qui mettent la paix en danger en exigeant le respect des droits et de la dignité des peuples de l'Afrique australe, mais c'est au contraire le Gouvernement sud-africain qui, par sa politique, crée une situation menaçant la paix et la sécurité mondiales. Certaines nations sont malheureusement trop lâches pour le reconnaître.

16. La législation du travail en Afrique du Sud est conforme à la politique de ce pays puisqu'elle permet aux travailleurs blancs de constituer des syndicats en même temps que, par des lois comme celles sur la suppression du communisme, elle interdit jusqu'à la constitution de clubs scolaires. La réponse du Gouvernement sud-africain, à savoir que les intéressés ont été reconnus coupables d'infractions pénales, n'est pas légitime, car la législation de l'Afrique du Sud est dictée par une minorité qui cherche à priver la majorité de tous ses droits. Il est donc légitime de violer des lois qui sont dépourvues de toute moralité.

17. Par conséquent, le Conseil doit prendre en cette affaire une position sans équivoque et faire des recommandations concrètes à l'Assemblée générale. La délégation tanzanienne pense pouvoir appuyer le projet de résolution que vient de proposer le représentant de l'URSS, tout en estimant qu'elle pourrait être améliorée de manière à souligner la réprobation du Conseil à l'égard de la violation des droits des syndicalistes en cause. Elle espère en tout cas que le Conseil ne terminera pas l'examen de ce point de son ordre du jour sans avoir élaboré des propositions détaillées et concrètes à l'intention de l'Assemblée générale.

18. M. OWONO (Cameroun) dit qu'il a constaté plus d'une fois que les engagements pris n'étaient pas respectés lorsqu'ils mettaient en cause les intérêts des Etats. Une telle attitude, qui ne peut que susciter

des doutes quant à la sincérité des opinions professées au sein de l'Organisation des Nations Unies, est précisément celle qui caractérise les discussions sur l'Afrique du Sud. En effet, alors que tout le monde s'accorde à condamner verbalement l'apartheid, cette unanimité disparaît lorsqu'il s'agit de mettre en pratique les mesures consenties d'un plein accord. Il y a près de 20 ans que les pays d'Asie et d'Afrique appellent l'attention de la communauté internationale sur le problème de l'Afrique du Sud: ils se sont toujours entendu dire qu'ils devraient faire preuve de patience et éviter d'être trop idéalistes. Aujourd'hui, par contre, l'initiative de la plainte présentée contre le Gouvernement de la République sud-africaine ne revient pas au groupe afro-asiatique, mais à une organisation internationale qui ne peut être suspectée de partialité lorsqu'elle accuse ce gouvernement d'atteinte à l'exercice des droits syndicaux. Là encore, toutefois, on peut craindre que, même s'il est probable que de nombreux pays s'entendront pour appuyer un projet de résolution condamnant ce gouvernement, ces mêmes pays se récuseront lorsqu'il s'agira d'appliquer des mesures précises.

19. Pour ce qui est de la lettre que le représentant de l'Afrique du Sud a adressée au Secrétaire général, elle affirme que, tant dans le cas No 1 que dans le cas No 2 cités par la Fédération syndicale mondiale (voir E/4305 annexe II), il s'agit de personnes condamnées après avoir été reconnues coupables d'infractions pénales. Une telle affirmation ne saurait tromper ni la délégation camerounaise ni l'opinion africaine: les discussions sur l'apartheid ont en effet apporté depuis longtemps la preuve du contraire. Le Conseil a donc aujourd'hui le devoir de dire clairement qu'il condamne la politique du Gouvernement sud-africain en matière de liberté syndicale.

20. Les pays d'Afrique et d'Asie avaient autrefois demandé que l'Afrique du Sud soit exclue de l'Organisation des Nations Unies: ils ont retiré leur demande quand on leur a fait observer qu'il était préférable de continuer le dialogue avec ce pays. De l'avis du représentant du Cameroun, cette sagesse n'a guère porté de fruits. Des discussions ne peuvent en effet avoir de valeur que si elles sont prises en considéra-

tion; or, l'Afrique du Sud ne semble en tenir aucun compte. Les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies risquent donc de perdre toute valeur si un Membre de l'Organisation s'obstine à les fouler aux pieds.

21. En conclusion, le représentant du Cameroun espère que le Conseil prendra en considération le fait que l'OIT ne peut être accusée d'extrémisme ou d'idéalisme et qu'un projet de résolution viendra stigmatiser la politique de la République sud-africaine. La délégation camerounaise, qui appuiera tout projet de résolution en ce sens, se réserve le droit de reprendre la parole lorsqu'elle le jugera nécessaire.

22. M. PIPARSANIA (Inde) déclare que sa délégation, qui considère ce point comme extrêmement important, a étudié avec le plus grand soin la communication de l'OIT et la plainte de la Fédération syndicale mondiale, reproduites dans la note par laquelle le Secrétaire général signale à l'attention du Conseil les atteintes portées à l'exercice des droits syndicaux fondamentaux en Afrique du Sud. Pas plus que la délégation tanzanienne, elle n'a été surprise par cette nouvelle manifestation de la politique raciste du Gouvernement sud-africain. A son avis, la plainte de la Fédération syndicale mondiale rend compte d'une façon effective de la politique répressive adoptée récemment par le Gouvernement sud-africain, qui prive les habitants de leurs droits fondamentaux. M. Piparsania ajoute que sa délégation condamne énergiquement cette manifestation de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain et qu'elle appuiera, par conséquent, le projet de résolution présenté par la délégation soviétique.

23. Le PRESIDENT rappelle que les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de la Libye ont demandé de pouvoir disposer d'un certain temps pour organiser des consultations. D'autre part, le projet de résolution de l'Union soviétique n'étant pas encore distribué, il serait préférable de renvoyer la discussion de ce point à une prochaine séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures.